

EBE_FI .Légumes

NEEPLICING-DÉPÔT / REGISTR.-ENREGISTR.

09 -07-1999

N^o 51.272/co/118-09

INDUSTRIE DES LEGUMES : Conditions de travail et de rémunération.

C.C.T. valable du 1.6.1999 au 31.12.2000 et tacitement reconductible (A.R. demandé).

A.R. :

M.B. :

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 30.4.1999

Chapitre 1 - Champ d'application.

Art. 1. § 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais.

Appartiennent au secteur des conserves de légumes, les entreprises qui travaillent essentiellement un assortiment de légumes et/ou de produits végétaux de première ou seconde transformation en vue de la conservation de longue durée par appertisation en boîte ou verre, par pasteurisation et/ou par surgélation.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre 2 - Salaires horaires minimums.

Art. 2. Le 1er juin 1999, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers, quel que soit leur âge :

	39 h. / semaine	38 ½ h. / semaine	38 h. / semaine
Catégorie I	311.45 FB.	315.00 FB	318.75 FB.
Catégorie II	323.10 FB.	326.85 FB.	330.65 FB.
Catégorie III	334.85 FB.	338.75 FB.	342.70 FB.
Catégorie IV	345.15 FB.	349.00 FB.	353.05 FB.
Catégorie V	356.15 FB.	360.20 FB.	364.55 FB.
Catégorie VI	367.10 FB.	371.40 FB.	375.70 FB.
Catégorie VII	377.80 FB.	382.05 FB.	386.50 FB.
Catégorie VIII	390.30 FB.	394.90 FB.	399.75 FB.
Catégorie IX	400.75 FB.	405.55 FB.	410.50 FB.

Ces salaires horaires minimums sont augmentés de 6,25 FB. de l'heure au 1^{er} juin 2000, quel que soit le régime de travail.

Art. 3. Pendant les six premiers mois d'occupation dans l'entreprise, à compter à partir du premier jour de l'entrée en service, un salaire d'accès est applicable s'élevant à 90% du salaire réellement payé pour la fonction dans l'entreprise.

Les périodes d'occupation dans l'entreprise avant le 1er juin 1999 sont déduites de ces six mois. La période de six mois ne peut être appliquée qu'une seule fois par ouvrier mais, elle peut cependant être échelonnée sur plusieurs périodes d'occupation.

Une fois cette période de six mois dépassée, l'ouvrier concerné a droit à une prime s'élevant à 10% du produit résultant de la multiplication de 26 fois le salaire horaire normal, multiplié par le régime de travail convenu de l'ouvrier concerné dans l'entreprise.

Les salaires d'accès ne peuvent être invoqués pour l'application de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Les salaires d'accès ne peuvent être cumulés avec d'autres régimes salariaux dégressifs tels que ceux des stagiaires, apprentis industriels et étudiants.

Art. 4. En dérogation à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers occupés en tant qu'étudiants, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 2 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre 3 - Prime saisonnière.

Art. 5. Les primes saisonnières suivantes seront payées :

- pour la catégorie I :

après 3 saisons consécutives : 0,50 F. par heure

après 4 saisons consécutives : 1,00 F. par heure

- pour la catégorie II :

après 2 saisons consécutives : 0,50 F. par heure

après 3 saisons consécutives : 1,00 F. par heure

après 4 saisons consécutives : 1,50 F. par heure.

Ces primes sont limitées à une saison de quatre mois tel que prévu dans la convention collective de travail du 30.4.1999, relative à la répartition de la durée de travail hebdomadaire dans l'industrie des légumes.

La prime saisonnière peut être soumise à des conditions de fidélité ; celles-ci sont à déterminer de commun accord au sein de l'entreprise.

Art. 6. Ces primes ne sont pas d'application dans les entreprises où un avantage identique ou équivalent est attribué sous une autre forme, ou si les salaires payés réellement dépassent les salaires minimums d'un montant égal ou supérieur à ces primes.

64

Au cas où les salaires réellement payés dépassent les salaires minimums sans que la différence atteigne le montant des primes, il y a lieu d'appliquer les suppléments nécessaires.

Chapitre 4 - Rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Art. 7. Les salaires horaires minimums visés par la présente convention collective de travail, ainsi que les salaires effectivement payés dans les entreprises, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 30.4.1999 concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix à la consommation, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire. Ils correspondent à la tranche de stabilisation 100.81 inclus - 104.88 exclu - telle que celle-ci résulte de l'application de la convention collective de travail précitée.

Chapitre 5 - Prime de travail de nuit.

Art. 8. Une prime égale à un supplément horaire de 10% avec un minimum de 20 FB est accordée aux ouvriers qui travaillent la nuit.

Art. 9. La nuit compte une période de huit heures, étant fixée de 22 à 6 heures.

Cette période peut toutefois être fixée de 21 à 5 heures, ou de 23 à 7 heures, pour autant que cela figure au règlement de travail.

Art. 10. Cette prime est payée en tout ou en partie s'il n'existe pas dans l'entreprise, des avantages équivalents basés sur des critères identiques.

Art. 11. La prime de nuit n'est pas d'application pour les heures pour lesquelles un supplément de salaire de 50% ou de 100% pour travail supplémentaire est applicable.

Chapitre 6 - Prime de travail en équipes

Art. 12. Un supplément horaire minimum de :

- 11 FB est octroyé pour le travail presté dans l'équipe du matin;
- 11 FB est octroyé pour le travail presté dans l'équipe de l'après-midi.

Sauf stipulation contraire au règlement de travail, les heures de travail des équipes sont fixées comme suit :

- pour l'équipe du matin : de 6 à 14 heures ;
- pour l'équipe de l'après-midi : de 14 à 22 heures.

Ces primes peuvent être remplacées par une prime de 22 FB pour l'ensemble de ces deux équipes.

Art. 13. Les primes prévues à l'article 12 peuvent être réduites à concurrence des primes existantes accordées suivant des critères équivalents.

Art. 14. Le repos non payé pour le travail en équipes est généralisé à 1/2heure pour toutes les catégories.

Chapitre 7 - Validité.

Art. 15. La présente convention collective de travail remplace celle du 25.6.1997, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire, fixant les salaires horaires des ouvriers occupés dans les entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais, rendue obligatoire par A.R. du 25.6.1998 (M.B. du 16.9.1998)

Elle produit ses effets au 1^{er} juin 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000. Subséquemment elle est prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire ainsi qu'aux organisations y représentées.

Les régimes plus avantageux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective, sont maintenus.

La convention collective de travail du 14 mars 1991, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie Alimentaire, concernant les primes d'équipes et de nuit des ouvriers des entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, le nettoyage ou la préparation de légumes frais, rendue obligatoire par A.R. du 30.10.1991 (M.B. du 3.12.1991) est abrogée à partir du 1^{er} juin 1999.

Commentaires :

Les salaires horaires minimums, mentionnés à l'article 2, s'élèvent en Euro à :

	<i>39 h. / semaine</i>	<i>38 ½ h./semaine</i>	<i>38 h./semaine</i>
<i>Catégorie I</i>	7,7206	7,8086	7,9016
<i>Catégorie II</i>	8,0094	8,1024	8,1966
<i>Catégorie III</i>	8,3007	8,3974	8,4953
<i>Catégorie IV</i>	8,5560	8,6515	8,7519
<i>Catégorie V</i>	8,8287	8,9291	9,0370
<i>Catégorie VI</i>	9,1002	9,2068	9,3134
<i>Catégorie VII</i>	9,3654	9,4708	9,5811
<i>Catégorie VIII</i>	9,6753	9,7893	9,9095
<i>Catégorie IX</i>	9,9343	10,0533	10,1760

GROENTENNIJVERHEID: Loon- en arbeidsvoorwaarden

C.A.O. geldig van 1.6.1999 tot 31.12.2000 en stilzwijgend verlengd (K.B. gevraagd).

K.B. :

B.S. :

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID - Zitting van 30.4.1999

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groentenconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten.

Tot de sector van de groentenconservennijverheid behoren de ondernemingen die hoofdzakelijk een assortiment groenten en/of plantaardige producten in eerste of tweede verwerking voor langdurige bewaring bewerken door appertisatie in blik of glas, door pasteurisatie en/of diepvries.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Uurlonen.

Art. 2. Op 1 juni 1999 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders, ongeacht hun leeftijd :

	39 urenweek	38 ½ urenweek	38 urenweek
Catégoriel	311.45 BEF.	315.00 BEF.	318.75 BEF.
Catégorie II	323.10 BEF.	326.85 BEF.	330.65 BEF.
Catégorie III	334.85 BEF.	338.75 BEF.	342.70 BEF.
Catégorie IV	345.15 BEF.	349.00 BEF.	353.05 BEF.
Catégorie V	356.15 BEF.	360.20 BEF.	364.55 BEF.
Catégorie VI	367.10 BEF.	371.40 BEF.	375.70 BEF.
Catégorie VII	377.80 BEF.	382.05 BEF.	386.50 BEF.
Catégorie VIII	390.30 BEF.	394.90 BEF.	399.75 BEF.
Catégorie IX	400.75 BEF.	405.55 BEF.	410.50 BEF.

Deze minimumuurlonen worden verhoogd met 6,25 BEF per uur op 1 juni 2000, ongeacht het arbeidsduurstelsel.

VERLEGING-DEPOT
09-07-1999

51.272 / 101418.09

4

Art. 3. Gedurende de eerste zes maanden van tewerkstelling in de onderneming, te rekenen vanaf de eerste dag van de eerste indiensttreding, geldten instaploun ten bedrage van 90 % van het werkelijk betaalde loon van de functie in de onderneming.

De périodes van tewerkstelling in de onderneming voor 1 juni 1999 worden in mindering gebracht op deze zes maanden. De période van zes maanden kan slechts één maal per arbeider worden toegepast maar kan evenwel gespreid worden over meerdere tewerkstellingsperiodes.

Eens deze période van zes maanden overschreden, heeft de betrokken arbeider recht op een premie ten bedrage van 10% van het product bestaande uit 26 maal het normaal uurloon, vermenigvuldigd met de overeengekomen arbeidsregeling van de betrokken arbeider in de onderneming

De instaplounen kunnen niet ingeroepen worden voor de toepassing van artikel 10 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

De instaplounen kunnen niet gecumuleerd worden met andere degressieve loonregelingen zoals deze voor stagiairs, industriële leerlingen en studenten.

Art. 4 In afwijking op artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 2 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18 jaar en ouder	90
17 jaar	80
16 jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk 3 - Seizoenpremie

Art. 5. De volgende seizoenpremies worden betaald :

- voor catégorie I :

na 3 opeenvolgende seizoenen : 0,50 BEF. per uur

na 4 opeenvolgende seizoenen : 1,00 BEF. per uur

- voor catégorie II :

na 2 opeenvolgende seizoenen : 0,50 BEF. per uur

na 3 opeenvolgende seizoenen : 1,00 BEF. per uur

na 4 opeenvolgende seizoenen : 1,50 BEF. per uur.

Deze premies worden beperkt tot het seizoen van vier maanden zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, betreffende de spreiding van de wekelijkse arbeidsduur in de groentennijverheid.

De seizoenpremie mag onderworpen worden aan getrouwheidsvoorwaarden, deze dienen op de onderneming in gemeenschappelijk akkoord vastgesteld te worden.

Art. 6. Deze premies zijn niet van toepassing op de ondernemingen waar reeds een gelijkaardig of gelijkwaardig voordeel wordt toegekend onder een andere vorm, of wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumuurlonen overschrijden met een bedrag dat gelijk is aan of hoger is dan deze premies.

Wanneer de werkelijke uitbetaalde lonen de minimumlonen overschrijden zonder dat het verschil het bedrag van de premies bereikt, moeten de nodige aanvullingen toegepast worden.

Hoofdstuk 4 - Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 7. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen, alsook de werkelijk betaalde lonen in de onderneming worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Zij stemmen overeen met de stabilisatieschijf 100.81 inbegrepen - 104.88 niet inbegrepen, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 5 - Premie voor Nachtarbeid.

Art. 8. Een premie gelijk aan een uurtoeslag van 10% met een minimum van 20 BEF wordt toegekend aan de arbeiders die 's nachts tewerkgesteld worden.

Art. 9. De nacht omvat een période van 8 uren, die beschouwd worden als zijnde vastgesteld van 22 tot 6 uur.

Deze période kan nochtans van 21 tot 5 uur, of van 23 tot 7 uur, vastgesteld worden, mits dit vermeld wordt in het arbeidsreglement.

Art. 10. Deze premie wordt slechts geheel of gedeeltelijk betaald als in de onderneming nog geen voordelen van gelijke waarde, gebaseerd op dezelfde criteria, bestaan.

Art. 11 De nachtpremie is niet van toepassing voor de uren waarvoor een loontoeslag van 50 of 100 % voor overwerk van toepassing is.

Hoofdstuk 6 - Premie voor Ploegenarbeid.

Art. 12. Een minimum uurtoeslag van :

- 11 BEF wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg;
- 11 BEF wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Behalve wanneer het anders voorzien wordt in het arbeidsreglement, zijn de arbeidsuren van de ploegen als volgt vastgesteld :

- voor de morgenploeg : van 6 tot 14 uur;
- voor de namiddagploeg : van 14 tot 22 uur.

Deze premies mogen vervangen worden door een premie van 22 BEF voor het geheel van deze 2 ploegen.

Art. 13. De in het artikel 12 voorziene premies mogen verminderd worden ten belope van bestaande premies toegekend volgens gelijkwaardige criteria.

Art. 14. De niet betaalde rust voor ploegenwerk is tot 1/2 uur veralgemeend voor alle categorieën.

Hoofdstuk 7 - Geldigheid.

Art. 15 Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 25 juni 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de minimumuurlonen van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groentenconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 16 september 1998).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid.

Gunstiger regelingen die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de nacht- en ploegenpremies van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van groentenconserven, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepbevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 30.10.1991 (Belgisch Staatsblad van 3.12.1991) wordt opgeheven met ingang van 1 juni 1999.

Commentaar

De in artikel 2, eerste lid vermelde minimumuurlonen bedragen in Euro :

	39 urenweek	38 ½ urenweek	38 urenweek
Catégorie I	7,7206	7,8086	7,9016
Catégorie II	8,0094	8,1024	8,1966
Catégorie III	8,3007	8,3974	8,4953
Catégorie IV	8,5560	8,6515	8,7519
Catégorie V	8,8287	8,9291	9,0370
Catégorie VI	9,1002	9,2068	9,3134
Catégorie VII	9,3654	9,4708	9,5811
Catégorie VIII	9,6753	9,7893	9,9095
Catégorie IX	9,9343	10,0533	10,1760